Le Conseil exécutif de l'OMS fait une fleur aux transnationales

GENÈVE • Réuni durant sept jours à Genève, le Conseil exécutif de l'OMS a rédigé deux résolutions destinées à fournir la base de la politique mondiale en matière de santé publique. Une victoire pour les transnationales.

ROBERT JAMES PARSONS

Réuni pendant sept jours à Genève, le Conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est penché sur l'ordre du jour de l'Assemblée mondiale de la santé, édition 2002, qui aura lieu à Genève en mai prochain. Composé de représentants de 34 des 191 Etats membres de l'OMS, le Conseil s'est occupé, entre autres, de rédiger des résolutions destinées à fournir la base de la politique mondiale de santé publique.

Si le débat s'est avéré parfois âpre, c'est qu'il opposait souvent les intérêts des transnationales (représentées tant par leurs lobbyistes que par certains pays membres) à ceux de la santé publique, représentés surtout par des ONG et des pays pauvres.

Deux résolutions sont sorties des séances. Les transnationales peuvent se féliciter d'en avoir gagné une partiellement et l'autre entièrement.

La première, «Assurer l'accès aux médicaments essentiels», qui reprend la déclaration de la conférence ministérielle de Doha consacrée à l'accord sur les ADPIC¹ et la santé publique, continue dans ce sens. Elle prie la directrice générale de l'OMS, Gro Harlem Brundtland, de «renforcer le Comité d'experts

sur l'utilisation des médicaments essentiels, en veillant à ce qu'il soit constamment à l'abri des pressions extérieures».

Combattue avec force par les Etats-Unis (qui ne siègent même pas au Conseil cette année), cette directive représentait, de l'avis de la superpuissance, une entrave fondamentale à la transparence, tout en privant le Comité des contributions essentielles de l'un des acteurs primordiaux dans ce domaine, à savoir les transnationales pharmaceutiques.

Cependant, comme la directrice ajoute que le Comité doit accueillir, «lorsque cela est approprié et nécessaire, les éléments pertinents fournis par tous les milieux intéressés», les membres du Conseil aussi bien que les autres observateurs ont estimé le texte parfaitement équilibré.

En revanche, le texte enjoignant la directrice générale à «prendre les mesures voulues dans le monde entier pour promouvoir un système de prix différenciés des médicaments essentiels» a subi un amendement de taille en se voyant ajouter les mots «fondés sur le marché».

Cette proposition du Royaume-Uni a été immédiatement appuyée par les Etats-Unis. Et la

présidente de faire résonner son marteau dans la salle en annonçant que la résolution a été acceptée comme amendée - sans autre débat.

Eric Noehrenburg, chargé des questions de la propriété intellectuelle et du commerce au sein de la Fédération internationale de l'industrie du médicament à Genève, trouvait la résolution ainsi amendée tout à fait correcte. «Il aurait été inapproprié que cette celle-ci soit utilisée comme prétexte par l'OMS pour lancer une campagne de régulation des prix à l'échelle mondiale», a-t-il expliqué.

Ellen 't Hoen, directrice de la campagne de Médecins sans frontières «pour un accès équitable aux médicaments», l'interprète autrement: «Ceci encourage l'idée que si nous comptons sur le marché et sur des rabais volontaires, nous arriverons à des prix assez bas pour que tout le monde puisse se payer ses médicaments. Dans la pratique, on voit déjà bien que ça ne marche pas du tout.»

ALLAITEMENT

La seconde bataille s'est livrée dans le cadre de la guerre qui oppose les défenseurs de l'allaitement maternel à l'industrie du lait en poudre. Ici, l'OMS a élaboré une «stratégie mondiale

pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant» qu'une résolution devait promouvoir de façon concrète:

Critiquant un langage trop vague, nombre d'Etats en voie de développement et d'ONG ont proposé de nombreux amendements. La présidente ajourne donc le débat pour permettre au secrétariat de les imprimer et le distribuer.

Lors de la réouverture des négociations, vendredi, il manquait pourtant plusieurs de ces amendements à la version imprimée. D'autres sont donc proposés mais l'Italie, soutenue par les Etats-Unis, en exige la rédaction.

La présidente demande alors si «le Conseil est prêt à accepter la résolution dans sa version initiale» et annonce finalement qu'elle est adoptée telle quelle.

A l'évidence, il s'agit d'une victoire pour les transnationales. Andrée Bonner, secrétaire générale de l'Infant Food Manufacturers Association, saute de son fauteuil et se jette dans les bras du représentant de Nestlé.

Les résolutions doivent encore passer la rampe, en mai, à l'Assemblée mondiale de la santé. Le débat pourra reprendre. Il n'en sera pas moins vif pour autant bien au contraire.

¹Aspects des droits de propriété intellectuelle relatifs au commerce.